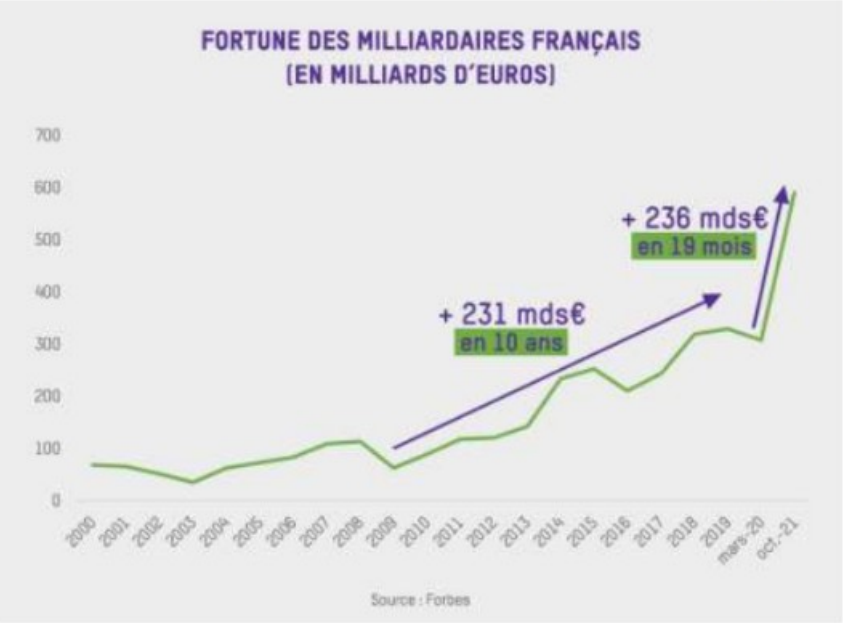
Après les mobilisations des secteurs de la santé et de l'éducation les 11 et 13 janvier, le 27 janvier c'est l'ensemble des salariés qui sont appelés à se mobiliser dans tous les pays pour exiger des augmentations de salaire, l'augmentation de 10 % du point d'indice, l'augmentation immédiate des minimas sociaux…

Dans le privé comme dans le public, nous avons subi depuis 20 ans une régression généralisée du pouvoir d'achat des salariés et alors que les profits flambent, l'immense majorité des salariés subit de plein fouet la hausse de prix (énergie notamment) des dépenses contraintes.

La pauvreté et la précarité s'accroissent dans notre pays sous l'effet des politiques libérales alors que le nombre de milliardaires ainsi que leurs fortunes s'accroissent tous les ans !

Les derniers rapports d'OXFAM ou de la fondation Abbé Pierre sur la fortune des milliardaires, les gagnants de la crise, et la montée sans précédent des inégalités en France durant les 19 mois de pandémie en disent long sur les politiques menées, les profiteurs de la période et leurs serviteurs au plus haut sommet de l'Etat.

GRAPHIQUE 1 : Evolution de la fortune des milliardaires français depuis 2000



En France, la fortune des milliardaires a augmenté plus rapidement en 19 mois de pandémie qu'en une décennie entière. De mars 2020 à octobre 2021, la fortune des milliardaires a augmenté de 236 milliards d'euros (soit une hausse de 86%), une somme qui représenterait assez d'argent pour quadrupler le budget de l'hôpital public ou distribuer un chèque de 3500 euros à chacun de nos concitoyens.

A elles seules, les 5 premières fortunes de France ont doublé, augmentant de 173 milliards d'euros en 19 mois. Soit presque autant que ce que l'Etat a dépensé pour faire face au coronavirus en un an, toutes dépenses confondues.

Dans le même temps, la crise a provoqué une intensification de la pauvreté. 7 millions de personnes ont besoin d'aide alimentaire pour vivre, soit 10% de la population française, et 4 millions de personnes supplémentaires sont en situation de vulnérabilité à cause de la crise.

Si la fortune des milliardaires a autant augmenté durant la pandémie, c’est principalement en raison de l’argent public versé sans condition par les gouvernements.

Avec une politique du « quoi qu’il en coûte » sans condition, les gouvernements et banques centrales ont permis la hausse la plus importante de la fortune des milliardaires jamais enregistrée.

Au-delà de la réponse à la crise actuelle, la dérégulation du marché du travail, les politiques fiscales décidées au cours des 40 dernières années ont construit une économie au service des 1% les plus riches.

Les mécanismes de création de richesses existent bel et bien et la dette publique n'est qu'un prétexte pour ne pas renforcer, développer les services publics, encore moins augmenter les fonctionnaires !

Dans la Fonction Publique, alors que nous entamons la douzième année de gel ininterrompu du point d'indice, la situation salariale des agents subit une dégradation d’une ampleur inédite. Depuis 2010, la valeur du point – qui sert à rémunérer toutes les agentes et tous les agents des trois versants – a décroché d’environ 13 % par rapport à l’Indice des Prix à la Consommation.

Il s’agit d’une chute aussi vertigineuse qu’inédite.

Avec la reprise de l’inflation, dont tout indique qu’elle va se poursuivre – voire s’amplifier – sur l’année 2022, les effets de cette politique d’austérité sont absolument catastrophiques sur notre pouvoir d'achat.

Cette politique d'austérité se traduit également à la DGFiP par des suppressions d'emplois chaque année (21906 suppressions depuis 10 ans). Dans un contexte où l’accueil du public ne faiblit pas, où l’économie internet, à distance et à l’international se développe, et où la complexification des montages juridiques s’accentue, la DGFIP déstructure son réseau et fragilise l’exercice de nos missions. De plus en plus de contractuels sont embauchés en lieu et place des emplois de fonctionnaires assermentés. C'est la privatisation de l'emploi public !

A la DRFiP Nord, ce sont encore 136 emplois qui sont supprimés cette année ! Ce sont des services entiers qui disparaissent comme le CGR ou le CPS Relais.

Il faut en finir avec ces politiques libérales qui n'augmentent pas nos salaires et détruisent nos emplois.

Nous le savons tous, cet espoir en des jours meilleurs pour le monde salarial, des retraités et des demandeurs d’emploi ne deviendra réalité qu'avec la mobilisation du plus grand nombre.

C'est tous ensemble que nous y parviendrons, pour nous, nos enfants et les générations futures.

Tous en grève et dans les manifestations le 27 janvier

A Valenciennes, rassemblement à 10h Place d’Armes

A Lille, rassemblement 14h30 Porte de Paris